



Département de la santé, des affaires sociales et de la culture
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Aux destinataires
de la procédure de consultation

**Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision
de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)**

A transmettre d'ici au 15 septembre 2019

par courrier postal au Service de l'action sociale, Avenue de la Gare 23, 1950 Sion,
ou par courrier électronique à l'adresse sas@admin.vs.ch

Nom de l'organisme :	CMSR Sion-Hérens-Conthey
Personne de contact :	Frédéric Pralong, coordinateur
Adresse :	Chemin des Perdrix 20 1950 Sion
Téléphone :	027 324 19 00
Date :	12.09.2019

1. Le chapitre sur les **dispositions générales** a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Art.1, al 2, let. i) « encourager une approche globale par le développement de politiques transversales » :

La formulation n'est pas claire. Nous proposons de préciser les notions d' « approche globale » et de « politique transversale ».

Art. 3 Principes :

Cet article reprend partiellement les principes auxquels la CSIAS se réfère. Nous proposons que la LIAS se réfère aux mêmes principes que ceux de la CSIAS et donc d'ajouter : la couverture des besoins, le professionnalisme et l'efficacité.

Art. 4 : Définitions :

Nous proposons d'ajouter la définition de la notion d' « emploi convenable » utilisée à l'art. 33.

Art. 4, al. 2 : Bénéficiaire : fait-on aussi référence aux bénéficiaires de prestations non-financières de l'aide sociale ? Si oui, il serait utile de le préciser ou alors de distinguer les deux catégories : bénéficiaires d'aide sociale matérielle, bénéficiaire d'aide sociale personnelle (conseil social).

Art. 4, al. 3 : la notion d'*unité d'assistance* doit être clarifiée de la même manière que celle de bénéficiaire (cf. alinéa 2).

Art. 4, al. 4 : Nous souhaitons ajouter, à la suite de « un enfant en commun », la notion « d'enfant à naître ». Cela permet de préciser que même si l'enfant n'est pas encore né, la présence d'un enfant commun à naître est prise en compte dans la définition du concubinage stable.

La formulation « ... durant depuis un an... » doit être corrigée en supprimant « durant »;

2. Le chapitre sur l'**organisation de l'aide sociale** a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☒ **Plutôt non** ☐ Non : à voir article par article selon remarques ci-dessous

Art. 7 Les autorités communales

Relations communes et CMS (Art. 7, al.1, let a) et art. 8, al. 2)

Les CMS assument sur délégation du canton deux mandats principaux. L'un découlant de la loi sur les soins de longue durée et un autre découlant de la loi sur l'intégration et l'aide sociale. Dans ce contexte une cohérence dans l'organisation des CMS dans les deux domaines d'activités est nécessaire.

L'art. 7, al. 1, let a) prévoit explicitement un rattachement à un « centre médico-social régional », alors que la LSLD, à son article 17, ne précise pas la portée régionale du CMS. Nous demandons que la même disposition soit prévue à l'art. 17 de la LSLD (éventuellement sous forme d'un simple renvoi à l'art. 8, al. 2 de la LIAS).

Par ailleurs, le projet de loi précise seulement que les communes doivent se rattacher à un CMS régional (art. 7, al.1, let a) LIAS), mais elle ne précise pas le rôle des communes dans cette organisation. Un alinéa supplémentaire doit préciser les responsabilités des communes en la matière.

Art. 8 CMS

Art. 8, al.1, let. j) information sur le résultat de l'enquête en cas de mise en évidence d'une infraction :

Vu que c'est en premier lieu l'autorité de décision en matière d'aide sociale qui est lésée en cas d'infraction, l'information sur le résultat de l'enquête doit être donnée par la commune et pas par le CMS. Nous proposons de supprimer de l'art. 8, la lettre j de l'alinéa 1 et d'ajouter la disposition suivante à l'art. 7, al. 1 : « informent la personne, en collaboration avec les centres médico-sociaux, du résultat de l'enquête en cas de mise en évidence d'une ou plusieurs infractions ».

Ce changement facilitera aussi la poursuite de la collaboration nécessaire entre l'assistant social du CMS et le bénéficiaire sanctionné.

Art. 8, al. 1, let. k) : Préciser que les CMS prêtent aussi leur concours en matière de formation.

Art. 9 Organisation faîtière des centres médico-sociaux

Art. 9, al. 3, let. b) : attribution des mandats de prestations aux CMS

Le contenu du mandat de prestations est défini en coordination avec le GVCMS. Par contre, c'est le canton qui attribue le mandat aux CMS. Nous demandons donc de modifier l'art. 9, al. 3, let. b) comme suit : « **b) attribution établissement des mandats de prestations aux des centres médico-sociaux;** »

Art. 9, al. 3, let. c) La notion d'harmonisation des processus doit être précisée.

Art. 9, al. 3, let. e) L'art. 8 al.1 let. m stipule déjà que les CMS doivent s'assurer que leur personnel dispose des qualifications et compétences nécessaires. Le rôle de l'organisation faîtière en terme de formation doit donc être clarifié. Le GVCMS pourrait par exemple avoir la compétence de définir en coordination avec le SAS les exigences minimales en termes de formation du personnel.

La formulation de l'article 9 devrait être harmonisée avec celle de l'art. 46 de l'Ordonnance sur la planification et le financement des soins de longue durée.

Art. 12 Le service en charge de l'action sociale

Art. 12, al. 1, let. j) Le service en charge de l'action sociale décide des mesures d'insertion

Nous demandons que cette compétence soit attribuée aux centres médico-sociaux régionaux. En effet, la compétence de décision en la matière nécessite une connaissance approfondie de la situation individuelle du bénéficiaire. Elle suppose aussi des compétences solides en matière d'insertion sociale et professionnelle, notamment pour définir le type et le contenu de la mesure la mieux adaptée.

Vu le nombre de mesures d'insertion mises en œuvre chaque année, la complexité des situations rencontrées sur l'ensemble du canton et la nécessité de pouvoir rendre une décision très rapidement (notamment lorsqu'un emploi sur le 1^{er} marché est disponible), il ne nous semble pas possible pour le Service de l'action sociale d'assumer cette tâche.

Ce changement est également cohérent avec la volonté des autorités cantonales de régionaliser la gestion de l'aide sociale en renforçant et harmonisant les compétences des CMSR dans ce domaine.

La position du CMSR de Sion-Hérens-Conthey exposée ci-dessus vaut aussi pour l'art. 26, al. 6.

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la **compétence à raison du lieu**. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

4. Le chapitre 4 regroupe les différents **instruments du dispositif d'aide sociale**, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

☐ Oui ☒ **Plutôt oui** ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 18 Contrat d'insertion

Le contrat d'insertion présenté à l'art. 18 et les mesures d'insertion socio-professionnelles présentées aux art. 26 et 27 sont dans les deux cas des contrats qui lient un bénéficiaire à une commune/un CMS. S'agissant d'un contrat, il faut préciser les engagements des deux parties.

Nous demandons que l'art. 18 soit complété par un alinéa 3 qui précise les engagements de la commune. Proposition :

« Par ce contrat, la commune s'engage :

a) à soutenir l'organisation des démarches et des mesures proposées par le centre médico-social de sa région pour favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des bénéficiaires ;

b) à s'assurer, en coordination avec le centre médico-social, que les mesures proposées sont en adéquation avec les ressources et les compétences de chaque bénéficiaire et qu'elles sont cohérentes avec les objectifs de réinsertion visés. »

En lien avec notre demande pour l'art. 26, nous préconisons que cette tâche puisse être formellement déléguées aux CMS afin d'assurer une cohérence dans l'élaboration et le suivi des projets d'insertion (avec ou sans activation de mesure au sens de l'art. 26 LIAS).

Art. 18, al. 2 Cet alinéa peut laisser penser que le cumul des 3 engagements est demandé. Nous demandons que la formulation soit revue pour éviter cette confusion.

Art. 18, al. 2 let. c) participation à une activité publique ou bénévole

La participation à une activité d'utilité publique ou bénévole peut être proposée pour faciliter l'insertion sociale du bénéficiaire. Par contre, elle ne doit être exigée que si elle va aussi dans le sens d'un recouvrement de l'autonomie financière ou d'une réinsertion professionnelle. Ce n'est pas forcément toujours le cas. Il faut donc le préciser.

Art. 19, al. 3 Convention de collaboration

La loi ou l'ordonnance devront préciser qui est habilité à conclure une telle convention : Uniquement le canton par le DSSC ou le SAS, les CMS régionaux, les communes ?

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la **prévention sociale et l'aide personnelle** (non financière) ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 24, al. 2. La mention de « public cible » devrait être supprimée, car certaines mesures de prévention pourraient tout à fait concerner l'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale.

6. Êtes-vous favorable au renforcement des **mesures d'insertion socio-professionnelle** et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ **Non**

Art. 26 Généralités

Les mesures sont organisées sous forme de contrat entre l'autorité compétente et le bénéficiaire. Il faut donc préciser les obligations et les droits des deux parties comme à l'art. 18 qui traite du contrat d'insertion.

Art. 26, al. 3 : Il n'existe pas de droit à une mesure, mais le CMS a aussi l'obligation de mettre tout en œuvre pour permettre au bénéficiaire de recouvrer son autonomie, ce qui implique le plus souvent la mise en œuvre de mesures d'insertion. Ce point devrait être précisé en indiquant clairement les obligations du CMS en la matière (cf. commentaire sur l'art. 18).

Art. 26, al. 6 : Le CMSR de Sion-Hérens-Conthey demande que la compétence de décision en matière de mesures d'insertion soit confiée aux centres médico-sociaux régionaux (Cf. commentaire de l'art. 12, al. 1, let. j).

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant **l'aide matérielle**, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

☐ Oui ☒ **Plutôt oui** ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 33, al. 1, let e) accepter tout emploi convenable

Il faut préciser que l'emploi convenable ne doit pas être proposé systématiquement. La situation de la personne et de son unité d'assistance doivent être prises en compte (santé, enfants à charge, etc.).

La définition de la notion d'« emploi convenable » doit aussi être précisée : définition spécifique à la LIAS ou référence légale existante (LACI ?) voire jurisprudence du TF (Cf. commentaires de l'art. 4).

Art. 39 Sanctions

Art. 39, al. 1, let a) : Nous demandons de maintenir le terme « intentionnellement » (comme dans la version actuelle de la LIAS). Vu le nombre important de documents demandés à la personne qui sollicite l'aide sociale, il peut arriver qu'elle omette de remettre une pièce sans volonté de dissimuler une information importante (problème de langue, de compréhension). Par ailleurs, la capacité de la personne à fournir tous les renseignements nécessaires dépend aussi de la clarté des informations qui lui ont été données par le Centre médico-social.

Art. 39, al. 1, let f) : Le terme « irrespectueux » doit être supprimé car il est sujet à interprétation. Les exigences posées au bénéficiaire dans la loi (art. 33, 34, 35) en termes de collaboration, d'obligation d'information et de participation au recouvrement de son autonomie sont suffisantes pour pouvoir décider à quel moment et dans quelles conditions une sanction doit être prononcée.

Refus, suspension ou suppression de l'aide matérielle

Art. 46, al. 1, let e) préciser que l'on parle ici d'emploi convenable.

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de **dessaisissement de fortune** (art. 32) ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

9. Êtes-vous favorable au maintien du **remboursement de l'aide sociale** à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

X Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 55 La clarification des conditions de remboursement est une amélioration bienvenue dans la LIAS. Il est par contre nécessaire de préciser les modalités financières qui seront prévues dans l'ordonnance pour que l'impact de ces adaptations puissent être évalué.

Art. 55, al. 1, let b) : comment est déterminée la « fortune importante » ?

Art. 55, al. 1, let f) : quelle situation financière en regard des normes CSIAS justifie un remboursement après la reprise d'une activité lucrative ?

10. L'avant-projet prévoit un **délai de prescription** de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

X Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la **protection des données et l'échange d'informations** ?

X Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les **enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale** ?

☐ Oui **X Plutôt oui** ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 67 Mandat d'inspection

Compte tenu de la nature sensible de l'activité d'inspection, la loi et son ordonnance doivent préciser qui sont les inspecteurs *habilités ou reconnus* qui peuvent effectuer ces mandats.

Art. 67, al. 1 Nous proposons de remplacer « inspecteur spécialisé » par « inspecteur agréé par le Département en charge des affaires sociales ».

L'ordonnance devra préciser les formations, et compétences requises, l'appartenance ou non à un service cantonal (Service de protection des travailleurs et des relations du travail par exemple).

Art. 67, al. 1 : Actuellement c'est plutôt le CMS qui identifie les situations où une inspection est nécessaire et c'est aussi lui qui sollicite le SAS. Considérant que c'est la commune qui est lésée en cas de fraude, la sollicitation du SAS devrait passer par la commune (cf. modifications demandées aux art. 7 et 8).

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de **dispositions pénales** cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

☐ Oui ☒ **Plutôt oui** ☐ Plutôt non ☐ Non

Art 71, al. 3 : Nous demandons à ce que ce soit la commune qui informe le bénéficiaire concerné du résultat de l'enquête et non le CMS.

Art. 79, al. 3 : Cet article prévoit que certains frais sont mis à charge exclusive de la commune, soit à la lettre e, les frais qui ne peuvent être récupérés en raison d'un défaut de diligence de la commune, du CMS ou d'un curateur officiel. Il est inadéquat de mettre uniquement à la charge de la commune des montants versées à tort par d'autres entités.

Proposition : reformulation de l'alinéa 3 afin d'impacter la charge financière en fonction de la clef de répartition prévue par la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux, soit canton et communes.

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés **aux organisations à caractère social** ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la **répartition des frais** entre l'Etat et les communes ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

16. Autres observations, remarques ou propositions :

Sion, le 12 septembre 2019

Pour le Centre médico-social régional
de Sion-Hérens-Conthey

Philippe Nendaz,
président



Frédéric Pralong,
coordinateur

